

BULLETIN SOLIDAIRES AIN

0,50 €

juillet - août - septembre 2009 – N° 1

ÉDITO : Septembre 2008 / Septembre 2009 : quel bilan ?

Sommaire

P1 & P2 : Édito.

P2 : École Publique :

la grande braderie.

P3 : TOS quoi de neuf depuis 2003 ?

P3 : Public-Privé : unissons nos forces.

P3 & P4 : Le sombre bilan de M.Gadonneix.

P4 : Sabordage de l'école publique.

P5 : La page des collectifs.

P6 : Le coin du père Peinard.

SNUI
SOLIDAIRES-
DOUANES
SUD CA-CM
SUD CULTURE
SUD COLLECTIVITES
TERRITORIALES
SUD COMMERCE &
SERVICES
SUD EDUCATION
SUD ENERGIE
SUD RAIL
SUD SANTE-SOCIAUX

Bulletin Solidaires Ain
Trimestriel

Dépôt légal septembre 2009
Déposé le : 08/09/2009.

Directeur de publication :

Jean-Antoine Puig

Mise en page :

Laurent & Émile

Imprimé par nos soins à
Ambérieu-en-Bugey.

La lutte des classes se radicalise !

Malheureusement, pas du bon côté : ce sont les patrons et leur gouvernement qui mènent la danse.

Et quelle danse !

- **multiplication des cadeaux aux privilégiés** : 360 milliards aux banquiers, 32 milliards d'aide pour les patrons qui licencient, 14 milliards de paquet fiscal, 8 milliards de taxe professionnelle qui ne seront plus payés, 4 milliards correspondant à la défiscalisation des heures supplémentaires;

- **aggravation des inégalités sociales** : 10% des ménages les plus aisés détiennent près de la moitié du patrimoine total des ménages;

- **licenciements massifs** dans des entreprises où les profits se portent bien ;

- **destruction délibérée des services publics** : suppressions de postes (rien que dans l'éducation nationale, 14 600 sont prévues pour 2010), autonomie/privatisation des universités, privatisation de la poste, contre-réforme de l'hôpital, démantèlement du CNRS;

- **atteintes aux libertés fondamentales** : chasse aux sans-papiers, répression des manifestations lycéennes et étudiantes, atteintes au droit de grève (EDF, enseignement primaire), sanctions contre les désobéisseurs dans l'Éducation nationale, arrestation de syndicalistes (EDF), restriction du droit de manifester (interdiction du foulard laïque ou de la cagoule), emprisonnement pour délit d'opinion (Julien Coupat).

Quelle riposte ?

L'année qui vient de s'écouler a été riche en luttes :

- grèves reconductibles dans des entreprises privées;

- séquestration de patrons;

- mouvement lycéen de l'automne, avec blocage de lycées un peu partout en France;

- 5 mois de grève dans les universités;

- grève à EDF;

- grèves et manifestations interprofessionnelles.

Quelle stratégie syndicale ?

La convergence de toutes ces luttes, le durcissement des « temps forts » auraient permis une issue victorieuse.

Cela n'a pas été le cas. L'intersyndicale nationale porte une lourde responsabilité dans l'échec du mouvement social. En refusant de travailler à la construction d'une grève générale interprofessionnelle, elle a réussi à briser le mouvement, faisant le jeu du patronat et du

gouvernement.

1^{er}, 26 mai, 13 juin n'ont été que des réponses dérisoires aux attentes des travailleuses et des travailleurs qui s'étaient massivement impliqués dans la lutte le 19 mars.

Et Solidaires Ain dans tout ça ?

L'union syndicale Solidaires Ain a activement participé aux luttes de ces derniers mois, mais a refusé de s'aligner sur la ligne molle et consensuelle de l'intersyndicale nationale.

Nous sommes partie prenante du Collectif départemental interprofessionnel pour la construction de la grève générale qui s'est mis en place le 19 mars et avons participé à toutes ses actions (distributions de tracts devant le pôle emploi, en gare, devant les entreprises qui licencient).

En revanche, nous avons refusé de nous associer aux pseudo-mobilisations du 26 mai et du 13 juin.

Nous assumons ce choix : nous ne voulons pas collaborer au sabordage des luttes.

Quelles perspectives ?

Solidaires continuera à lutter en défendant certains principes.

UNITÉ

Il ne s'agira jamais pour nous d'une unité d'appareils, aboutissant à des propositions s'alignant sur le moins disant revendicatif.

Nous défendons l'unité à la base et dans les luttes, avec toutes les travailleuses et tous les travailleurs, syndiqué-e-s ou non.

AUTO-ORGANISATION DES LUTTES

Les luttes appartiennent à celles et à ceux qui les mènent. Nous ne nous contenterons jamais de répercuter des mots d'ordre venus d'en haut (même quand Solidaires, au niveau national s'aligne sur l'intersyndicale).

Solidaires Ain organisera systématiquement des AG départementales de grévistes (comme nous l'avons fait notamment le 20 janvier et le 19 mars). Ce sont ces AG qui doivent décider des suites à donner aux mouvements, sans attendre le bon vouloir d'une intersyndicale nationale. Les appareils qui la constituent consultent-ils leur base avant de prendre des décisions ? Qui serait assez naïf pour le croire ?

(suite page2)

SOLIDARITÉ INTERPROFESSIONNELLE

Plus que jamais, tout mouvement catégoriel isolé est voué à l'échec. Nous ne pouvons mener des luttes victorieuses que dans un cadre interprofessionnel.

Plus qu'une pétition de principe, c'est une nécessité qui s'impose à nous.

Solidaires Ain poursuivra son action au sein du Collectif départemental interprofessionnel pour la grève générale.

UN SYNDICALISME DE LUTTE

Nous ne sommes pas des partenaires sociaux ! Depuis plus de vingt ans, le syndicalisme français s'est enfoncé progressivement dans la collaboration de classe, sur le modèle du syndicalisme européen. Dans ces conditions, doit-on s'étonner de la désaffection des syndicats ?

Pour nous, le syndicat n'est pas une fin en soi : notre perspective n'est pas de développer un appareil ou de faire de Solidaires une organisation syndicale reconnue, responsable. Pour nous, le syndicat est un simple outil au service des travailleuses et des travailleurs. Il n'a de sens que dans la lutte.

Par Solidaires Ain



Faut-il encore rappeler les menaces qui pèsent sur l'école publique ?

Nous devons faire face à des attaques dont on peut dégager trois axes :

- **destruction délibérée du service public d'éducation**, qui passe par les suppressions de postes, mais aussi par des contre-réformes dont tout l'enjeu, conformément à l'AGCS, reste à ouvrir l'éducation au marché et à la concurrence (LRU, Réforme des lycées, de l'enseignement professionnel);
- **renforcement de la hiérarchie et du pouvoir des petits chefs** (EPLP, conseil pédagogique, dispositif de veille); le recours à des personnels précaires, dans tous les domaines, donne encore plus de pouvoir à ces contremaîtres;
- **atteintes aux droits fondamentaux** : droit de grève dans le premier degré, appel à l'obéissance inconditionnelle, répression des désobéisseurs.

Face à cela :

- **des luttes qui n'ont pas réussi à converger**. Et pourtant, des luttes, il y en a eu : mouvement des lycéens contre la « réforme » Darcos, avec la participation (insuffisante) des enseignants, grève des universités, refus des évaluations en CM2 et de l'aide individualisée. Toutes ces luttes n'ont pas abouti dans la mesure où elles sont restées isolées, sans parvenir à s'insérer dans un mouvement inter-catégoriel;
- **l'impasse des temps forts**. La responsabilité de cet échec incombe en grande partie aux organisations syndicales majoritaires qui ont consacré -une fois de plus- toute leur énergie à freiner le mouvement.

Quel type d'action nous a-t-on proposé ?

- des rassemblements inoffensifs devant les IA ou les rectorats;
- des manifs du samedi;
- des pétitions.

Comment peut-on espérer gagner sur nos revendications tant que l'on ne bloque pas le fonctionnement de l'institution ?

Face à cette indigence des appareils syndicaux, d'autres formes d'organisation se sont mises en place.

Grandeur et décadence des collectifs

Un peut partout, des collectifs se sont constitués, regroupant des travailleurs de l'éducation (syndiqués ou non), des parents, des lycéens, des étudiants.

Sud éducation s'est fortement impliqué dans ces collectifs.

Dans l'Ain, une coordination s'est mise en place, regroupant les collectifs des secteurs d'Ambérieu, de Bourg et du Haut Bugey. Cette coordination a été à l'initiative d'actions fortes et à participé à l'AG nationale des collectifs qui s'est mise en place dès le mois de janvier.

Cette forme d'organisation dans les luttes présente un double intérêt : sa composition inter-catégorielle et la démocratie directe qui s'y exerce.

Malheureusement, semaine après semaine, ces collectifs se sont éfilochés pour deux raisons:

- le souci de rester sur le terrain de l'école, en refusant de donner une perspective interprofessionnelle à leurs revendications;
- la répétition d'actions inoffensives et citoyennistes qui ont fini par lasser beaucoup de leurs participants (pique-nique *citoyens* ou *républicains*, gilets jaunes, etc.).

Quelles perspectives pour Sud éducation ?

Nous n'avons pas le choix, il faut continuer à lutter, mais pas n'importe comment !

Nous continuerons à militer pour :

- **des actions inter-catégorielles et interprofessionnelles** : aujourd'hui, plus que jamais, aucun secteur ne peut espérer mener une lutte victorieuse s'il reste isolé;
- **une mise en œuvre de la démocratie directe dans les luttes** : dans ce cadre, nous devons continuer à organiser des AG décisionnelles et à nous impliquer dans les collectifs;
- **une radicalisation de nos actions** : peut-on espérer faire reculer le gouvernement en manifestant le dimanche ou en se pavanant avec un gilet jaune ou une plume au cul ?

Par SUD Education Ain



TOS des lycées et collèges : quoi de neuf depuis 2003 ?

La décentralisation forcée qui s'est imposée malgré les grèves de 2003 a eu plusieurs conséquences pour les TOS :

- **suppression du droit de mutation** (qui est censé être garanti pour tout fonctionnaire);
- **soumission à une double hiérarchie** : Éducation Nationale (par le biais des gestionnaires qui dirigent et évaluent les TOS), Collectivité Territoriale (qui, le plus souvent, ignore la spécificité des personnels qui travaillent dans le secteur de l'éducation);
- **disparité de traitement (inégalité)** suivant les collectivités territoriales (départements, régions).

Malgré les tentatives de division de ce gouvernement, Sud éducation reste un syndicat inter-catégoriel, qui défend **TOUS** les personnels intervenant dans le champ de l'éducation.

Sud éducation revendique donc :

- le respect des normes d'hygiène et de sécurité, qui sont souvent bafouées dans de nombreux établissements;
- la transparence sur les fiches de postes et leur stricte application (on ne doit pas pouvoir exiger d'un fonctionnaire qu'il fasse n'importe quoi à n'importe quelle heure!);
- la titularisation, sans conditions, de tous les personnels précaires.

Par Sud Éducation Ain

Le sombre bilan de M. Gadonneix

Le PDG d'EDF, Pierre Gadonneix, qui vient d'annoncer les résultats du premier semestre, n'a pas de quoi pavaner. Au terme de son mandat, son bilan est bien sombre :

- un groupe fragilisé financièrement par une folie expansionniste qui a conduit à des achats hasardeux et fort coûteux à l'étranger;
- une augmentation sensible des temps moyens de coupures par usager, liées aux baisses d'effectifs, au non renouvellement du matériel, à la fermeture d'agences, au mauvais entretien du réseau...
- une dégradation du service, avec la multiplication des interlocuteurs, le développement de services payants, la disparition des points de contact avec les usagers ...
- une désorganisation de l'entreprise;
- une détérioration sans précédent du climat social dans l'entreprise, qui s'est traduite par la plus longue grève de son histoire.

Public, privé : unissons nos forces !

La division : un vieille arme, bien connue de tous les pouvoirs.

L'exploitation, la domination et l'oppression règnent depuis des lustres, parce que les exploité(e)s, les dominé(e)s et les opprimé(e)s luttent en rangs dispersés et n'unissent pas leurs forces.

On cherche à nous diviser pour mieux régner (vieille recette, qui marche encore) et pour y parvenir, on encourage la diffusion de clichés plus grossiers et mensongers les uns que les autres :

- le fonctionnaire (fainéant, parasite) devient l'ennemi de celle ou de celui qui travaille dans le secteur privé;
- Le salarié privé, ignare et râleur, n'a aucune reconnaissance envers le patron qui, bon prince, lui verse un salaire ;
- le chômeur profite du travail des autres en se gavant d'allocations ;
- le malade, le handicapé, vit de l'aide sociale, pèse sur les fonds publics ;
- les étrangers, c'est bien connu, mangent le pain des Français.

Il est temps d'en finir avec ces idées reçues qu'on nous impose depuis l'enfance !

Ne nous trompons pas de cible !

Les vrais nantis, les vrais privilégiés, ce sont les patrons, les actionnaires et le gouvernement qui est à leur service. Dès son élection, Nicolas Sarkozy augmente son propre salaire et celui de ses ministres, puis il fait passer le « Bouclier fiscal », qui allège considérablement l'impôt des plus riches et pèse sur les fonds publics. Pour sortir de la crise, il donne des centaines de milliards aux banques, qui mangent le pain des Français; des dizaines de milliards aux entreprises, qui se gavent de bénéfices; et quelques unités aux travailleurs, qui en sont réduits à se serrer la ceinture (austérité, rigueur!)... Les grands perdants, ce sont tous les salariés, qu'ils appartiennent au secteur privé ou au secteur public!

La lutte interprofessionnelle : seul moyen pour nous défendre !

Quand on parle de lutte interprofessionnelle, il ne s'agit pas d'un principe que l'on brandit comme un étendard. C'est une nécessité qui s'impose à nous:

- les services publics, c'est notre affaire (êtes-vous prêts à payer pour la santé, l'éducation, la culture ?) ;
- les travailleuses et les travailleurs du public ont besoin de nous (ils sont les usagers de nos services et — peut-être plus pour longtemps — les clients de nos patrons);
- le droit du travail, le droit de grève, les salaires et les retraites sont menacés dans le privé comme dans le public : comment les sauver si nous ne luttons pas ensemble ?

Sud Commerce et Services appelle à une convergence des luttes : Tous ensemble !

Par SUD C&S Ain

Tout porte à croire que ce bilan va aller en s'alourdissant :

- le manque d'investissements sur les réseaux et dans les unités de production, les baisses d'effectifs, une politique de sous-traitance socialement irresponsable menacent la continuité de service comme la sécurité et la sûreté;
- les baisses de budget de la Recherche et développement (-30% depuis l'ouverture des marchés) et sa réorientation vers des activités « rentables » à court terme hypothèquent l'avenir;
- les annonces de hausse des prix de 20%, sans aucune justification, laissent peu d'espoir sur ce sujet malgré les réactions faussement outrées du gouvernement;
- le profond mépris et le cynisme avec lesquels P. Gadonneix a traité ses salariés pendant le conflit du printemps laissera des séquelles durables sur les relations sociales.

(Suite page 4)

Le sombre bilan de M. Gadonneix (Suite de la page 3)

M. Gadonneix estime le coût de la grève à 450 millions d'euros, somme probablement très sous-évaluée qui aurait pu être investie dans l'emploi, dans le service public et dans les conditions de vie des salariés au lieu d'être dilapidées par l'incurie des dirigeants. Et rien n'est résolu : les salariés ont été remis au travail par la force, avec des réquisitions, au mépris de leur droit de grève. Comment croire, dans ces conditions, que tout reprendra comme avant, comme si de rien n'était ?

P. Gadonneix s'est consciencieusement appliqué à détruire ce que des générations de salariés avaient construit. Il s'est grassement rémunéré pour cela, s'augmentant de 25% en plein cœur du conflit, doublant ainsi sa rémunération en 3 ans, tandis qu'il refusait de consentir plus de 0.3% d'augmentation pour les salariés.

SABORDAGE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE

La cohérence des contre-réformes gouvernementales

Les réformes annoncées en ordre dispersé par le gouvernement comme des réponses ponctuelles à des problèmes concrets et indépendants les uns des autres concourent toutes, en réalité, au **sabordage de l'école publique, laïque et obligatoire** et à la **marchandisation** de ce que nos gouvernants regardent comme un simple **secteur d'activité économique**.

Les **suppressions de postes**, qui sont partie prenante de la diminution des dépenses de fonctionnement prescrite par l'OCDE dans le cadre des mesures visant à réduire le déficit budgétaire de l'État, permettent en même temps, par leur répartition inégale sur le territoire de la République et par l'obligation de maintien de la **quantité** de service public, de réduire graduellement et inégalement la **qualité** de celui-ci et de créer, parmi les usagers des établissements défavorisés, un **mécontentement croissant**.

La **contre-réforme du lycée** et la **modularisation** de la plupart des enseignements devenus optionnels, accroîtront encore les inégalités entre les établissements, ainsi que le mécontentement des familles, au fur et à mesure de la suppression des modules délaissés par la majorité des élèves, de la réduction des options proposées et, finalement, de la suppression massive de postes d'enseignants.

La **suppression de la carte scolaire**, qui est présentée comme une extension de la liberté individuelle, offre une solution simple à ce mécontentement: les familles qui en ont les moyens pourront en effet inscrire leurs enfants dans les établissements de leur choix, au détriment

des établissements d'enseignement public les plus défavorisés.

Du **point de vue administratif**, le **fichier informatique "Base Élèves"** facilitera la transmission des dossiers scolaires d'un établissement à l'autre.

Du **point de vue financier**, la **Loi Carle**, qui doit être votée cet été et prétend "garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence", obligera les communes à reconnaître une **mission de service public** aux écoles privées, lesquelles sont pourtant des **entreprises privées** qui ne sont aucunement soumises aux mêmes obligations que les écoles publiques (accueil de tous les élèves, laïcité...), et à financer les écoles privées sises en dehors de leur territoire (le Préfet pourra le cas échéant les y contraindre).

Du **point de vue de la validation des études**, les **accords signés** en décembre dernier par **M. Kouchner et le Vatican**, qui prévoient la "reconnaissance mutuelle des diplômes de l'enseignement supérieur délivrés sous l'autorité compétente de l'une des parties", permettront aux établissements privés (en France, les établissements privés sont à 90% de confession catholique) de délivrer des diplômes qui auront la même valeur que le baccalauréat, la licence, le master ou le doctorat, lequel ne s'appelle d'ailleurs plus "Doctorat d'État").

La "**professionnalisation**" des métiers de l'école (enseignants, TOS, administrateurs, surveillants), fera peu à peu glisser l'école publique dans le monde de l'entreprise: déjà, des établissements pilotes ont signé des **contrats d'objectifs avec indicateurs chiffrés** (Collège Saint-Exupéry, à Ambérieu), relatifs, par exemple, à

Il a agi avec zèle, mais conformément à une orientation idéologique ultralibérale portée par le Gouvernement. Il partage donc la responsabilité de ce désastre avec ceux qui ont choisi de transformer une entreprise publique en une société anonyme dont le seul objectif est de gagner des parts de marché et de faire du profit, sans aucun égard ni pour le service public, ni pour les usagers, ni pour les salariés (statutaires et sous-traitants), ni pour les générations futures.

À l'heure où le gouvernement s'apprête à mettre la Poste sur les mêmes rails qu'EDF, il est plus que jamais nécessaire de tirer les conséquences de la libéralisation du secteur de l'Énergie au lieu de continuer à détruire les services publics les uns après les autres.

Par Sud Énergie Bugey

l'augmentation du taux de passage en seconde...

La mise en place, dont on parle depuis quelques années dans les coulisses du pouvoir et qui est assurément l'objectif final poursuivi par le gouvernement, du **chèque éducation**, qui consiste en un bon distribué aux parents d'élèves par l'État et destiné à être remis à l'établissement de leur choix, pour couvrir les frais de scolarité de leurs enfants, achèvera assurément la **mise en concurrence** des établissements d'enseignement primaire et secondaire et entraînera indubitablement l'**autonomie** de ceux-ci, la **précarité** des postes offerts aux enseignants, le **clientélisme** des chefs d'établissement et la **disparition des fonctionnaires titulaires**.

La **contre-réforme de l'Université** et la **Mastérisation des concours de recrutement**, qui obligent les étudiants à une **professionnalisation précoce** et leur impose des **stages en situation** avant même leur réussite au concours, s'inscrivent également dans cette perspective.

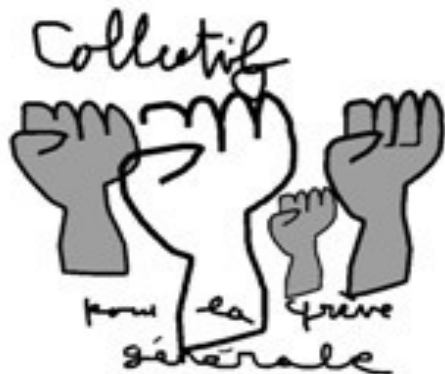
Il ne s'agit nullement là d'un scénario de politique-fiction: **l'école publique laïque, gratuite et obligatoire est aujourd'hui une exception en Europe**; pour le gouvernement, il est donc indispensable de la conformer au **modèle européen de l'école privée, communautaire, confessionnelle et libérale (payante)**: aucun secteur d'activité ne doit plus en effet échapper aux **lois du marché** ni à la **concurrence libre et non faussée**.

Pour faire avorter ce projet de sabotage généralisé de l'école publique, **SUD éducation** prône la **lutte intercatégorielle** contre l'ensemble de ces contre-réformes.

Par SUD Education Ain

La page des collectifs

Le collectif départemental pour le grève générale s'est constitué le 19 mars 2009, à Bourg en Bresse. Solidaires Ain soutient activement ce collectif.



Collectif départemental interprofessionnel de l'Ain Pour la grève générale

Nous vivons, depuis deux ans, une **régression sociale** sans précédent :

- **aggravation des injustices sociales** : alors que les profits explosent, la paupérisation et la précarisation s'accroissent;
- **sabotage des services publics**;
- **atteintes aux libertés publiques**.

Sous couvert de défendre l'intérêt général, c'est une **politique de classe** que mène sans vergogne ce gouvernement.

Les journées d'actions ponctuelles ont montré leurs limites :

- il ne s'agit plus aujourd'hui de faire grève ou de manifester pour se compter;
- il faut construire un véritable rapport de forces pour mettre un terme à cette régression et aller vers une société plus juste et plus libre.

La Guadeloupe, la Martinique ont démontré que seule la grève générale permettait de gagner.

« La grève générale ne se décrète pas » : voilà la ritournelle rituelle qui sert à justifier des actions sans lendemain qui nous conduisent systématiquement à l'échec.

La grève générale ne se décrète pas mais elle se construit. Encore faut-il en avoir la volonté.

Le « **collectif pour la construction de la grève générale** », constitué de travailleurs syndiqués et non syndiqués du privé et du public, de chômeurs, de retraités, de lycéens, d'étudiants, de citoyens, s'efforce de contribuer à cette construction.

Rejoignez-nous
Signez notre appel sur le site :
<http://collectifamberieu.org/>

Le « collectif pour la construction de la grève générale » lutte pour la satisfaction de revendications concrètes immédiates

- augmentation du SMIC et des minima sociaux à 1500 euros (net), avec indexation des salaires et des retraites sur l'inflation;
- interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits;
- augmentation des salaires : 300 euros pour tous;
- indemnisation du chômage partiel à 100%, avec rétroactivité pour celles et ceux qui sont déjà en chômage partiel;
- transformation des emplois précaires en CDI;
- blocage des loyers, interdiction des expulsions;
- arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique et création des emplois nécessaires (au retour d'un service public de qualité et de proximité);
- retrait de la RGPP;
- arrêt des privatisations des services publics et socialisation des services déjà privatisés;
- retrait des contre-réformes Darcos et Pécresse dans l'Education et la Recherche;
- retrait de la contre réforme Bachelot de l'hôpital et accès aux soins gratuits pour tous;
- retraites : retour aux 37,5 années de cotisation pour tous;
- abrogation des décrets Hortefeux;
- suppression de toutes les nouvelles restrictions au droit de grève et à la liberté d'expression !

Nos revendications sont réalistes et peuvent être satisfaites immédiatement :

**C'est la crise ? Pas pour tout le monde !
De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat !
La lutte appartient à celles et ceux qui la mènent .**

Pour contacter

**les collectifs pour la défense de l'école
et des services publics du département de l'Ain :**

Ambérieu-en-Bugey :
collectifamberieu@collectifamberieu.org

Bourg-en-Bresse :
collectif.bourg@ml.free.fr

Haut-Bugey (Hauteville) :
collectif-haut-bugey@listes.marelle.org

Le coin du père peinard

*En hommage au camarade Émile Pouget (1860-1931), nous ouvrons « ce coin du Père Peinard ».
Le bon Émile nous pardonnera peut-être de tenter d'imiter son style inimitable, mais - bordel de dieu ! - on le foutra ce grand coup de balai !*



L'unité ? Mon cul !

Et pourtant, y'en avait, du populo, dans les rues de Bourg, le 19 mars. Et de toutes les tribus : des Cégètes, des Cénètes, des Faux, des Fessus. Et bien sûr nous aussi, les Sudes. Y'avait même des bouffeurs d'hosties. Et tout ça braillait. Et nous, plus fort : « grève générale, bordel ! ». On y a cru, qu'on allait partir comme en Guadeloupe !

On y a tellement cru qu'on s'est lancés, tête baissée dans un collectif pour la grève générale. Bon, d'accord, des syndicaux en costard, y'en avait pas parmi nous... Que de la base : des chômeurs, des électriciens gauchers, des profs pas clairs, des cheminots hors du rail.

Et quoi ? Les autres, la nationale d'intersyndicale, ils nous disent : « doucement les gars ! D'abord on se fait un premier mai, puis un 26, puis une petite balade un samedi 13 juin ». MON CUL !

Le premier mai ? Depuis qu'en 1886, nos anciens se sont fait dessouder à Chicago, des premiers mai, on en défile tous les ans.

Et quoi ? Une procession, une kermesse ?

Non merci ! Remarquez, on s'est bien marrés, avec le collectif et les Cénètes, on s'est foutus en plein milieu de la rue, avec notre gueulophone. Et qu'on leur gueulait : « Une grève tous les deux mois, on en veut pas ! Grève générale ! ». Et y fallait les voir :

- les Cégètes, qui faisaient comme si on existait pas;

- les Fessus, de ceux qui font rien qu'à rien faire, qui nous regardaient comme des pauvres cloches : eux y campent dans les bureaux des ministères et y en cirent des pompes !

Vive le Saint Dicalisme !

- les Faux ! alors ceux-là, c'est la meilleure ! d'un côté y gueulent : «Grève générale!» et que ça te fait pointer les biscoteaux par dessus la chemise à carreaux. Mais de l'autre, le Mayit, y te va voir le chef suprême et y ressort en disant : ça urge, les gars , faut attendre !

Merde ! Bordel ! Du coup, nous, les Sudes on y est allés à leur connerie du 26 mai, mais juste pour dire qu'on y allait pas. Leur gueule, fallait la voir! Même un enterrement t'aurait donné plus de joie !

Et le 13 juin, on a sorti les cannes à pêche ! Depuis quand y faut lutter le samedi, pour gêner personne ? Et pourquoi pas le dimanche après la messe ? FOUTRE DIEU !

Et qu'est-ce qu'on fait maintenant ?

L'unité ? On est pour : avec les Cénètes, ça va de soi. Chez les Cégètes aussi, y'en a qui sont prêts à y aller (y'en a même qui ont la bonne idée de séquestrer les patrons, ou de foutre des bonbonnes de gaz pour faire péter leur tôle). Chez les Fessus aussi doit y'en avoir. Et même chez les Faux ! Et même chez les bouffeurs d'hostie !

L'unité, nom de Dieu ! D'accord, mais pour le grand coup de balai !

Pour Nous contacter :

Solidaires Ain Chez Sud Rail

Chemin du dépôt – 01500 Ambérieu en Bugey

04 74 35 13 38

Courriel : solidaires@solidaires-ain.org

Site : <http://solidaires-ain.org>